

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

1,50 Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365.
75.064 ; PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

4^e ANNEE N° 149
JEUDI 25 MAI 1972

IL N'Y A PAS DE SOLUTION ÉLECTORALE A LA CRISE DU RÉGIME :

C'EST LE CAPITALISME QU'IL FAUT ABATTRE

Le 23 mai, devant l'Assemblée, Chaban l'a annoncé une fois de plus, tout va aller mieux pour les vieux, les jeunes, les femmes, et même pour tous les travailleurs grâce à la participation. En fait, ses rengaines usées, le Premier ministre capitaliste les a rabachées sans grande conviction.

Au lendemain de la déroute du référendum Pompidou, la « majorité » réactionnaire est plus que jamais divisée. Un instant réunis par l'espoir d'un coup d'arrêt à l'« agitation » politique et sociale, giscardiens, U.D.R. et autres représentants de clans monopolistes s'entredéchirent : c'est là un des effets de l'affolement. De la morosité chronique qui entourait la « jeune, prospère et généreuse société nouvelle » comme la définissait Chaban-Delmas, les représentants de la grande bourgeoisie sont maintenant passés à l'angoisse de l'avenir. La classe ouvrière et les masses travailleuses de notre pays n'ont pas marché. Et il n'y a aucune chance qu'elles gobent les dernières promesses de Chaban. La « société nouvelle », la politique des contrats de progrès, de la participation, de la concertation entre exploités et exploités, est morte-née malgré la bonne volonté des directions syndicales réformistes ou révisionnistes. Le « bon » peuple, c'est-à-dire le peuple travailleur, ceux que les capitalistes écrasent, saignent et assassinent quotidiennement, l'immense, la vraie majorité en a assez. Du gouvernement ? Pas seulement de ce gouvernement vomé. Quand ils en ont assez de l'exploitation accrue, du chômage endémique, des hausses de prix galopantes, des flics dans les usines, des matraquages policiers, des assassinats contre-révolutionnaires, les travailleurs s'en prennent non seulement aux gouvernants mais aussi à tous ceux qui jouent avec eux la grande farce de la démocratie bourgeoise et de sa légalité. Les massives abstentions du 23 avril ont exprimé leur dégoût. Ce sont les institutions et le système capitaliste lui-même qui sont en cause. On se le dit dans les couloirs des préfectures et de leurs services de renseignements, on se le répète dans les ministères, on l'enfile dans les milieux d'affaires et les milieux dirigeants : C'EST LA CRISE D'AUTORITE ! Et Marcellin y va de son vent de panique en déclarant « la situation est pré-révolutionnaire ».

Voilà la toile de fond sur laquelle se déroulent les tapageuses empoignades de l'Assemblée Nationale. L'« Humanité-Rouge » à plusieurs reprises a déclaré que la soudaine avalanche de « scandales » n'était qu'une manifestation de la guerre des gangs monopolistes. Règlements de compte animés par de puissants intérêts économiques, mais aussi et avant tout politiques. Les fameuses « affaires » des derniers mois : Garantie Foncière, O.R.T.F., C.A.D.I.R., etc. sont des pratiques courantes en système capitaliste. Et pour ce qui est des amis de Giscard d'Estaing, du type Poniowski ou Griotteray (le financier du torchon fasciste « Minute »), soyons certains que leurs mains ne sont pas plus propres que celles de leurs acolytes de l'U.D.R.

Le remaniement ministériel de la semaine dernière qu'ils avaient exigé, l'assaut de démagogie par rapport aux commerçants et aux artisans, la « peau » de Chaban-Delmas et de sa ligne « libérale » qu'ils réclament à cor et à cri, ne relèvent pas des simples tranches électorales qui animent d'ores et déjà les partis bourgeois. C'est bien plus, c'est une volonté délibérée partagée par la majorité de l'U.D.R. de fasciser encore plus le régime dans le vain espoir de stopper net la montée du mouvement révolutionnaire de masse.

Dans cette situation, les communistes marxistes-léninistes déclarent :

Le prolétariat, les masses travailleuses de France n'ont rien à attendre des hommes politiques qui représentent les intérêts capitalistes.

Ils n'ont rien à attendre d'un changement d'équipe dirigeante bourgeoise.

Ils n'ont rien à attendre des élections législatives de 73. En 73, comme lors des précédentes élections et cela depuis près de deux siècles, la bourgeoisie permet au peuple de choisir parmi ceux qui représentent ses exploités. Refusez le piège électoraliste que l'on vous prépare !

**INTENSIFIEZ LE COMBAT POUR VOS REVENDICATIONS IMMÉDIATES !
REJETEZ LES ILLUSIONS ELECTORALISTES ! PREPAREZ-VOUS AUX LUTTES
REVOLUTIONNAIRES !**

François Marty toujours parmi nous



Voilà bientôt un an, notre camarade François MARTY, directeur de notre hebdomadaire L'HUMANITE-ROUGE, succombait le 29 mai 1971, des suites d'un grave accident de la route survenu deux jours plus tôt dans la région de Montpellier, alors qu'il accomplissait son travail de militant responsable.

François MARTY, notre camarade, reste vivant parmi nous et, est un exemple pour nous. Ce fut un infatigable militant communiste toute sa vie, il est resté fidèle au principe du marxisme-léninisme, à l'idéologie prolétarienne. L'œuvre qu'il a entreprise, c'est à nous de l'édifier, de l'achever.

Suite page 5

La bataille de "L'Humanité Rouge" c'est à nous de la gagner!

EN AVANT POUR UN 12 Pages HEBDOMADAIRE !

Camarades ! L'appel du Comité de Rédaction vous demandant de vous emparer de votre plume a été entendu. D'un peu partout les articles affluent : échos de luttes classe contre classe dans les usines, les chantiers, les bureaux ; crimes et méfaits du capital ; dénonciations concrètes des traïsons révisionnistes, solidarité avec la lutte des peuples contre l'impérialisme, etc.

Voilà une chose excellente mais qui entraîne une exigence nouvelle 8 pages c'est trop peu, c'est trop court. Comment aborder tous les fronts sur lesquels le prolétariat doit lutter ? Comment relater toutes ses expériences, ses victoires ? Comment développer la ligne et les propositions des marxistes-léninistes sans sacrifier l'explication, la démonstration aux affirmations ? Les 12 pages hebdomadaires devien-

nent une nécessité urgente, mais une chose est sûre aussi : 12 pages à 2 F c'est trop cher pour bien des ouvriers, des travailleurs, saignés aux quatre veines par la rapacité des exploiters capitalistes. Alors ?

Alors il n'y a qu'une solution qu'il faut rechercher avec enthousiasme : augmenter patiemment et inlassablement la diffusion de « L'Humanité Rouge ». Augmenter les points de vente publics, vérifier qu'ils sont judicieusement choisis, faire preuve de plus de hardiesse pour passer le journal à des camarades d'atelier, de chantier, aux amis, aux voisins. Vérifier si l'on n'a pas oublié d'abonner un travailleur connu qui pourrait devenir par la suite un lecteur régulier.

Tous ensemble, passons résolument à l'offensive pour gagner cette nouvelle étape dans la bataille de L'HUMANITE ROUGE.

OVERNEY ? UN PROVOCATEUR, ET MAURICE NILES, ALORS ?

Il n'y a pas tellement longtemps, Robert Ballanger, Président du Groupe révisionniste à l'Assemblée, banquetait à l'Elysée, invité par Pompidou. La participation à de tels banquets fait partie, pour les dirigeants du P.-C.-F., de la tactique de la voie « pacifique ». Oui, mais... cela n'empêche pas la grande bourgeoisie capitaliste de recourir à sa violence de classe contre ces mêmes partenaires, si d'aventure ils osent lever le petit doigt. Et voici Ballanger obligé de protester auprès d'Achille Peretti, Président de l'Assemblée... parce que les flics ont foutu une raclée mémorable à Maurice Niles, député de la Seine-Saint-Denis. Motif : la victime voulait s'interposer entre les forces « de l'ordre » et deux militants en train de subir un matraquage en règle. Ballanger écrit : « ...M. Niles s'est avancé et, se présentant comme député, a de-

mandé que ces brutalités cessent. Mais au lieu de s'arrêter, ces individus l'ont insulté, en toute connaissance de son titre de parlementaire, et l'ont frappé jusqu'à ce qu'il tombe à terre, et ont continué ensuite le matraquage... »

Dans sa lettre, le Président du groupe réviso n'a pas indiqué si Niles doit être tenu désormais pour un « provocateur gauchiste ». Souhaitons que cette aventure amène les militants de base du P.-C.-F. à réfléchir sérieusement sur les perspectives de voie « pacifique » proclamées par leurs dirigeants !

A NOS LECTEURS :

En raison de l'abondance et de la qualité des articles qui nous sont parvenus, de l'exigence de l'actualité, le compte rendu de la souscription permanente est reportée à la semaine prochaine.

C'était il y a trente ans rue de Buci

C'était le 31 mai 1942. Comme tous les jours, une longue file de ménagères attendait devant l'épicerie qui faisait l'angle des rues de Seine et de Buci à Paris. L'occupant nazi et ses collabos organisaient la disette. Trouver à manger était une question que chaque nouveau jour posait.

Le 31 mai donc, des tracts avaient circulé et la police du vieux traître Pétain était aux abois.

Tout à coup, les ménagères en tête desquelles se trouvait la plus frêle forcent l'entrée. Les boîtes de conserve passent de main en main.

La police intervient. De jeunes garçons l'accueillent et des coups de feu sont échangés.

Deux flics restent sur le pavé.

Des gars sont arrêtés.

Des résistants étaient restés jusqu'au dernier instant pour protéger les ménagères.

Yvonne Chauviré, l'institutrice, et Madeleine Marzin seront frappées tout un jour à coups de nerfs de bœuf. Menier a un œil crevé.

Puis, ce fut le tribunal d'Etat dont les membres étaient tous désignés par le vieux chien Pétain.

Madeleine Marzin déclara : « Les communistes défendent comme toujours les conditions de vie du peuple, qui est démuné de tout, alors qu'il y a de tout en France. Le 31 mai, il s'agissait de montrer aux Parisiens le chemin de l'action et comment, par la lutte, il leur est possible d'améliorer leur sort. »

Le postier André Dalmas, le métallo Edgar Lefebvre, l'employé Menier, Madeleine Marzin et l'étudiant Pierre Benoit seront condamnés à mort.

Quatre autres étudiants seront fusillés au Mont-Valérien.

Écoutons le postier André Dalmas qui le jour de son exécution écrira : « Que tous sachent que toutes mes pensées sont allées, comme va encore notre dernière pensée, à notre cher Parti, à notre grande Internationale communiste, à notre magnifique lutte des peuples pour leur libération, à notre cher Staline, lutte pour laquelle nous donnons aujourd'hui notre vie, froidement, le regard droit, la tête haute, fiers de mourir pour notre patrie martyre, qui demain renaîtra. »

Trente ans après, le ministre de l'Intérieur en fonction est un de ceux qui se prosternaient devant l'occupant nazi, un de ceux qui applaudirent aux exécutions.

Trente ans après, la classe ouvrière n'oublie pas.

Entre nous soit dit...

Peut-être avez-vous vu l'émission « A armes égales » consacrée au « gauchisme ».

D'un côté l'U.D.R. Sanguinetti, l'apôtre de la fascisation. Vous savez, celui qui veut supprimer le droit de grève dans la fonction publique et qui il y a quelque temps faisait part de son désir de voir Geismar au poteau. Un beau spécimen au fond.

De l'autre Rocard, toujours sur ses ergots comme un jeune coq (on est député, dame !), n'hésitant pas à discuter aimablement avec ce qu'il y a de pire parmi la gamme des réactionnaires, pourvu que sa frimousse soit à la une. Enfin ça, c'est pour la petite histoire. Mais en écoutant Sanguinetti, n'avez-vous pas eu l'impression d'avoir déjà entendu les mêmes mots dans une autre bouche ?

Qui est-ce qui comme Sanguinetti devient tout « rouge » quand il parle des « gauchistes », dit que ce sont des bourgeois, des fascistes, des aventuriers, et bien d'autres choses encore ?

Ça y est, vous avez trouvé, c'est le volontaire du travail en Allemagne nazie, Marchais.

Marchais - Sanguinetti, un beau couple ma foi... Bon ménage messieurs !

Albanie Aujourd'hui

REVUE POLITIQUE ET D'INFORMATION

Boulevard Staline - Tirana

Abonnement : 1 an, 20 F — L'exemplaire : 3,30 F

Ecrire à : Drejtoria Qëndrore e Përhapjes librit,
Kruge Konferenca e Pezës, TIRANA (ALBANIE)

Demande de contact

Dans le but de diffuser plus largement « L'Humanité-Rouge », pour faire pénétrer dans les masses les idées du marxisme-léninisme, je demande à prendre contact avec vous.

Nom : Prénom :

Age : Profession :

Adresse :

Signature

ABONNEMENT DE PROPAGANDE : « L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 15 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « L'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom	Abonnement	ordinaire	pli formé	de soutien
Prénom	3 mois	15 F	25 F	50 F
Adresse	6 mois	30 F	50 F	100 F
	1 an	75 F	110 F	150 F
	Etranger :			
	3 mois	40 F	65 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « L'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

Abonnement quotidien			
LES CAHIERS		un an	6 mois
DE LA	France	130,00 F	70,00 F
CHINE	Europe	145,00 F	75,00 F
NOUVELLE	Etrang. Avion	160,00 F	85,00 F
Abonnement hebdomadaire			
Nouvelles transmises par		un an	6 mois
L'Agence Hsinhua	France	45,00 F	25,00 F
	Europe	60,00 F	35,00 F
	Etrang. Avion	80,00 F	45,00 F

Abonnement quotidien. Parution tous les jours de la semaine, excepté le samedi et dimanche, de toutes les dépêches transmises par l'agence Hsinhua de Pékin et quelques numéros spéciaux édités à l'occasion d'événements importants survenus dans le monde.

Abonnement hebdomadaire. Parution tous les vendredis - sélection des dépêches parues dans la semaine et suppléments identiques à ceux du « quotidien ».

Nom : Virement ou mandat postal au
Rue : C.C.P. des Cahiers de la Chine
Ville : Nouvelle, 925-22, Paris BP 198
Paris R.P.

Classe contre classe dans les entreprises

Chantiers navals de la Ciotat :

Lutte des travailleurs immigrés

Plusieurs milliers de travailleurs immigrés sont employés aux chantiers navals de La Ciotat.

Recrutés par des entreprises intérimaires qui embauchent et débouchent à leur guise, ils font les travaux les plus dégueulasses, notamment ceux de manœuvre-nettoyeur.

Mal payés (4,50 F de l'heure !), ils sont traités comme une vulgaire marchandise et même pire !

Un petit chef raciste (ex-O.A.S., qui a été définitivement marqué, au rasoir, par les patriotes algériens sur deux endroits de sa méprisable personne !) passe son temps à les humilier... il oblige les travailleurs à passer sous son bras tendu au bas des échelles de coupée, prétendant que les « Arabes impurs » doivent se baisser devant la race blanche qui est, dit-il, « pure » !...

Les travailleurs immigrés, qui ne se laissent plus faire sans réagir, comme l'ont montré les magnifiques mouvements de Penarroya, Paris, Sollac, Peugeot, Girosteel, etc., ont décidé de s'organiser pour mener la lutte de classe.

Les dirigeants révisionnistes de la C.G.T. ne s'étant jamais préoccupé de leur sort, les travailleurs immigrés des chantiers navals ont donc constitué une section syndicale C.F.D.T. et l'action a été engagée. Vite fait, bien fait... après deux jours de grève avec piquet bien étoffé, les résultats ont été concluants :

- Une indemnité de licenciement sera attribuée à ceux qui ont perdu leur emploi ;
- Les licenciés auront priorité d'embauche ;
- Le salaire horaire passe de 4,50 F à 4,70 F ;

— La prime de salissure passe de 2,75 F à 3 F ;

— Une combinaison et une paire de chaussures de sécurité seront attribuées tous les six mois ;

— Des élections de délégués du personnel auront lieu.

Forts de ces premiers résultats, les travailleurs immigrés des chantiers de La Ciotat n'en restent pas là !... ils profitent de leur avantage pour organiser les frères de classe des autres entreprises intérimaires.

Evidemment, les dirigeants du syndicat C.G.T. ont essayé de récupérer l'action des travailleurs immigrés... ils ont été reçus comme il convient : un vieil ouvrier algérien leur a répondu : « Je suis à la C.G.T. depuis près de vingt ans, vous n'avez rien fait pour nous... maintenant, vous venez nous voir pour que nous payons les cartes et les timbres ! Laissez-nous tranquilles, nous n'avons pas besoin de vous... »

Quelle chose est en train de changer à La Ciotat... Comme partout ailleurs en France : les travailleurs immigrés entrent en lutte et mènent le combat de classe contre les dirigeants révisionnistes traîtres !

Plus que jamais, imposons nos mots d'ordre prolétariens :

TRAVAILLEURS FRANÇAIS, TRAVAILLEURS IMMIGRÉS, UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE !

A BAS LE REVISIONNISME MODERNE, VIVE LA LUTTE « CLASSE CONTRE CLASSE » !

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE ET LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

Correspondant Humanité Rouge
La Ciotat.

S. E. V. Marchal (Issy-les-Moulineaux) :

Délégués syndicaux ou agents de tourisme ?

Le 3-5-72, Dabo, ouvrier africain, se faisait licencier pour un motif futile ; la principale cause, C'EST LE RACISME.

Dans un atelier voisin (le moulage où les conditions de sécurité et d'hygiène sont mauvaises) une grève prenait de l'ampleur. Les causes :

1) Une machine nouvelle fit son apparition, il aurait fallu un ouvrier de plus. Bien entendu, le patron ne prit personne, donc l'O.S. avait deux machines à contrôler.

2) En plus, les O.S. divisés par la langue (faisaient chacun leur production). Ainsi un ouvrier marocain, qui travaille le jour, sort ses 100 pièces par heure ; tandis que l'ouvrier malien qui travaille de nuit sort ses 120 pièces par heure. Cela incita le patron à augmenter les cadences.

En résumé l'ouvrier avait 2 machines à contrôler à un régime accéléré.

La grève dura un jour et se poursuivit le lendemain par multiples débrayages (c'est la forme de lutte que choisirent les ouvriers).

Les délégués et la maîtrise arrivèrent pour que le travail reprenne. Les ouvriers n'ont pas pu discuter sérieusement avec les délégués sur leurs problèmes. Ils reprirent le travail avec promesses que le lundi 15 ils auraient une réponse.

Le lundi, ils durent se contenter d'un quart d'heure de douches.

Pourquoi les délégués n'ont pas accentué la lutte qui pouvait se propager dans l'usine ?

Pourquoi ne l'ont-ils pas popularisé, même par un tract ?

Eh bien, c'est que les délégués ont en vue un voyage en Allemagne, et se préoccupent plus de leurs estivants que des luttes dans l'usine. Ils se retranchent derrière la loi bourgeoise : pour Dabo les délégués ont répondu « on ne peut rien faire, la jurisprudence le précise ».

REJETONS LA LEGALITE BOURGEOISE, PREPARONS-NOUS AU COMBAT !

TRAVAILLEURS FRANÇAIS ET IMMIGRÉS : UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE !

Correspondant H.R.

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

MARION (Valence)

Le patron de l'entreprise avait pris prétexte de la grève de l'EDF pour faire commencer le travail à 9 heures au lieu de 7 heures... aux frais des ouvriers qui perdaient ainsi deux heures de salaire !

Une partie d'entre eux est quand même venu travailler à l'heure habituelle, avec l'accord d'un contremaître, immédiatement licencié par la direction.

Les ouvriers ne l'ont pas entendu de cette oreille et ont immédiatement séquestré le patron dans son bureau jusqu'à 21 h 30. Jusqu'à ce qu'il cède sur tous les points. Après leur victoire les ouvriers ont affirmé dans une déclaration commune : « Travailleurs, ce n'est qu'unis comme hier que nous avancerons tous ensemble. Que chacun s'en souviennent ! »

REINIER (Metz)

15 jours de grève avec occupation à l'entreprise de nettoyage des Wagons SNCF ont réussi à imposer la satisfaction des principales revendications des grévistes :

- remise en état des sanitaires, douches et réfectoires ;
- primes de salissure à tous les travailleurs ;
- prime de transport de 25 F ;
- prime de fin d'année et d'ancienneté ;
- fourniture d'une combinaison de travail par an.

Pour la satisfaction de nos justes revendications, occupons les usines !

NOUVELLES GALERIES (Thionville)

40^e jour de grève aux Nouvelles Galeries de Thionville et à l'entrepôt de Richefont. Le magasin est occupé jour et nuit depuis le 19 mai pour faire plier l'intransigeance de la direction qui n'accorde que des concessions dérisoires : 5 F par mois alors que les grévistes réclament

une augmentation uniforme de 200 F pour tous !

Les Gardes mobiles qui avaient pris position autour du magasin ont dû décamper rapidement sous les huées de 200 travailleurs rassemblés pour apporter leur soutien actif aux grévistes.

Classe contre classe !
Unité à la base et dans l'action !

FORGES DE CRAN (Annecy)

Fin de la grève qui durait depuis le 13 avril. Les ouvriers étaient en grève par l'intermédiaire de 18 d'entre eux qui, par leur poste dans l'usine, bloquaient la plus grande partie de la production. Les 600 ouvriers donnaient chacun deux heures de leur salaire hebdomadaire pour que les 18 grévistes touchent leur paye à la fin du mois. Ils ont ainsi réussi à imposer l'essentiel de leurs revendications.

CHANTIERS OGER (Paris)

Le jour de la paye, sur le chantier de la poste d'Orléans, certains ouvriers avaient 200 ou 300 F de moins que le mois précédent. Dès le lendemain les ouvriers sont en grève et exigent :

- augmentation de 40 centimes horaire pour tous ;
- 48 heures en 5 jours ;
- Pas d'embauche pendant la grève ;
- Pas de licenciement après.

Dès le premier jour ils expliquent leur lutte aux travailleurs du chantier du boulevard Masséna qui les rejoignent dans la grève, sur les mêmes revendications. Pendant toute la semaine, 5 autres chantiers OGER cessent le travail. Ils refusent désormais les grèves-bidons de 24 heures dont le patron se moque bien puisqu'il sait que le travail reprend le lendemain et qu'il retient sur le salaire la journée non travaillée.

La lutte continue.

Delle Alsthom (Saint-Ouen) :

A BAS LA RÉPRESSION PATRONALE !

— Le 16 mai à Delle, 2 personnages de Châlons sont venus visiblement pour préparer la liquidation des commandes en liaison avec l'usine Delle Alsthom de Châlons. Ils ont été vigoureusement et poliment priés de quitter les lieux. Une grande partie des ouvriers avaient déjà arrêté le travail et ne l'ont repris qu'à leur départ.

— Le 15 mai, en raison d'éventuelles coupures de courant pour le 17-5 entre 6 et 9 h, les directions de Delle et de Savoisiennaise ont décidé de lock-outer arbitrairement tous les ouvriers.

Le comité d'établissement refuse ces décisions et demande à ce que l'horaire normal soit maintenu, que les 2 heures peuvent très bien être utilisées à faire du nettoyage. Roquet rejette ces propositions.

Devant cette mesure dictatoriale, les syndicats C.G.T., C.F.D.T. ont appelé les ouvriers à venir travailler normalement à 7 heures ; ce qui est tout à fait normal il faut empêcher le patronat de nous considérer comme de vulgaires pions ! Dans sa note de service, Roquet prétendait même avoir le consentement du Comité d'Etablissement (quelle imposture, ce qui donnait à sa mesure, un caractère « démocratique »...)

Mais les ouvriers ont montré d'une manière active qu'ils refusaient la dictature patronale :

Le 17 mai ils étaient au travail à 7 heures ! L'électricité fonctionnait. Mais la direction a poussé la mesquinerie jusqu'à couper le courant de 7 h à 8 h 30 pour justifier la décision de lock-outer les ouvriers pendant 2 heures ! Des chefs, en bons chiens de garde de la bourgeoisie, ont voulu intimider les ouvriers en leur disant : « C'est à 9 h que commence le travail », « De toute façon vous ne serez pas payés ».

Et à la Delle les cartes de pointage ont été retirées de 6 h 30 et remises à 9 h ! Au magasin général les

chefs ont empêché les ouvriers de travailler et ont fait le travail à leur place !

La direction ayant confirmé que les 2 heures ne seraient pas payées, les travailleurs de la Delle sont montés dans les bureaux, suivis à 14 h par ceux de Savoisiennaise, pour exiger le paiement des 2 heures.

La combativité des travailleurs est grande. Roquet refuse de payer ; il précise que c'est lui qui décide et qu'il est habitué à prendre des mesures arbitraires. Il donne un avertissement avec sanction à chacun des 4 délégués qu'il reçoit dans son bureau.

La réponse de Roquet étant toujours non, les travailleurs ont crié : « Alsthom doit payer nos 2 heures ».

Puis la tête de Roquet apparaît dans l'encadrement de la porte qu'il referme violemment. En réponse les ouvriers en colère crient : « Roquet doit payer ; Roquet, salaud, le peuple aura ta peau ! »

C'est ce moment-là que choisissent 2 révisionnistes (dont un délégué C.G.T.) pour appeler les ouvriers à descendre des bureaux et à se rassembler sur le péron, semant ainsi la division et la confusion.

Nous étions montés au bureau dans le but de faire céder Roquet, et non pas de repartir la queue entre les jambes et la tête basse ; redescendre sans réponse positive, c'était un recul qui ne pouvait satisfaire que la direction.

Une fois en bas, ce ne sont pas les travailleurs qui ont eu la parole, mais un responsable de chaque syndicat. Comme à chaque fois, ils brient la lutte en appelant à reprendre le travail ! Le responsable C.G.T. s'est fait huer par les ouvriers ; un autre est venu alors à la rescousse en criant : « Retournons aux ateliers ! »

En somme, c'est en retournant aux ateliers qu'on aura satisfaction !

Correspondant H.R.

COMMANDEZ

Que signifie classe contre classe ?

(0,50 F)

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais de port)

MADAGASCAR :

UN PEUPLE AU COMBAT

Madagascar, une île située au large des côtes de l'Afrique. L'indépendance en fut arrachée par des dizaines d'années de luttes, par des centaines de milliers de martyrs assassinés par l'impérialisme français. Mais cette indépendance fut confisquée par l'impérialisme français avec la complicité de ses hommes de paille, parmi lesquels Tsiranana. Une domination néo-colonialiste, revêtant des formes multiples, s'y établit. Au moyen des « accords de coopération », l'impérialisme français s'assure la mainmise sur les secteurs-clés de l'économie. Cela ne va d'ailleurs pas sans une vive lutte d'influence entre impérialistes. Par sa situation stratégique, Madagascar est convoitée par la France, les U.S.A., l'Afrique du Sud, la République fédérale allemande et Israël.

L'impérialisme français veille jalousement à la préservation de ses intérêts. Pour cela, il entretient quatre mille soldats dans l'île, sans compter les forces stationnées à la Réunion et aux Comores. Ces troupes sont placées sous le commandement de Bigeard, bien connu pour ses crimes contre le peuple algérien.

Cette domination se manifeste également dans le domaine de l'enseignement et c'est là que se trouve la cause immédiate du puissant mouvement populaire de ces jours-ci. Les programmes, les examens et

Mais le peuple malgache que la bourgeoisie veut faire passer pour nonchalant, et qu'elle qualifie de voyou lorsqu'il se révolte, n'a jamais accepté et n'acceptera jamais de vivre en esclavage.

AVRIL 1971
Ce n'est pas de ces derniers jours



Manifestation étudiante contre l'impérialisme français.

que date la lutte du peuple malgache, loin de là ! Rappelons le puissant mouvement paysan qui s'est déroulé du 31 mars au 3 avril 1971 et la répression barbare qui s'en suivit.

Depuis des dizaines d'années les paysans étaient soumis à une oppression fiscale épouvantable. Des violences de tous ordres s'abattaient sur les paysans, sur l'ordre des préfets, afin de faire rentrer le maximum d'impôts. Les terres fertiles des plaines alluviales étaient arrachées aux paysans pour être données aux grandes entreprises capitalistes. A cela s'ajoutait la famine, de nombreux paysans mouraient de faim.

A l'appel de Monya Jaona, leader de l'organisation populaire MONIMA, les paysans se rendirent en manifestations devant les sièges des administrations locales. La gendarmerie, en de nombreux endroits, tira sur la foule et des dizaines de morts furent dénombrés. Les tyrans avaient eu une frayeur inoubliable et se livrèrent à des représailles d'une rare sauvagerie. La police et les préfets torturèrent de nombreux paysans, puis les envoyèrent dans des bagnes ayant pour nom Tuléar, Nosy Lava.

Le MONIMA fut interdit et Monya Jaona jeté en prison où il est toujours. La clique de Tsiranana, par le

déchaînement de la terreur blanche, avait cru briser l'élan populaire.

UN SOULEVEMENT INEGALE

Mais comme toujours en ce cas, cela n'a fait que rendre la colère du peuple malgache plus profonde ; et comme le démontre le soulèvement

Et à la violence de la réaction allait s'opposer la violence des masses.

Le déferlement populaire emportait tout sur son passage. Tsiranana devait libérer de nombreux emprisonnés et le ministre de l'Education nationale devait déguerpir.

A l'heure actuelle, il est difficile de dire quelle sera l'issue immédiate de la lutte du peuple malgache, mais ce qui est sûr c'est que désormais, quelles que puissent être les manœuvres de la réaction, rien ne sera plus comme avant à Madagascar et que le peuple malgache aura accompli un pas de géant vers sa libération.

Il revient aux marxistes-léninistes et au peuple de France de se tenir fermement aux côtés du peuple frère malgache, prêts à se dresser contre toute tentative d'intervention militaire de la part de l'impérialisme français. Ce sont là des devoirs sacrés.

A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS !

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE MALGACHE !

Le 24 avril, tous les écoliers se mettaient en grève, par dizaines de milliers ils prenaient la rue pour

PREMIER MAI EN ALBANIE

De retour d'Albanie Nouvelle depuis quelques jours, notre camarade André Druésne, chef de la délégation des ouvriers révolutionnaires de France, qui a séjourné quelques semaines sur cette terre où s'édifie la société socialiste, sur l'invitation des Unions Professionnelles d'Albanie, nous a livré quelques-unes de ses impressions et quelques mots sur le 1^{er} mai qu'il a passé à Tirana.

C'est donc au côté de nombreuses délégations syndicales, venues des 5 continents assistées aux travaux du 7^e Congrès des Unions Professionnelles d'Albanie qu'il assista à cette journée de solidarité internationale des travailleurs. Il nous a précisé qu'au 7^e Congrès des U.P.A. qui s'est tenu à Tirana du 8 au 11 mai, pas moins de 39 délégations syndicales étaient présentes.

Notre camarade André Druésne nous a déclaré : « En tant qu'ouvrier métallurgiste, c'est la première fois de ma vie de prolétaire que j'assiste à la Journée internationale du 1^{er} mai, dans un pays où la classe ouvrière édifie la société socialiste, sous la direction du Parti du Travail d'Albanie ayant à sa tête le grand marxiste-léniniste, le camarade Enver Hodja.

Jusqu'à ce jour, les 1^{er} mai écoulés je les ai passés en France, à manifester contre le capitalisme-exploiteur pourrissant qui opprime et accentue sa répression à l'approche de sa mort certaine.

Mais quel fut ma joie de voir toutes ces masses ouvrières, animées d'un enthousiasme révolutionnaire lorsque sur le boulevard « Les martyrs de la Nation » commença cette manifestation populaire ; de voir s'affirmer au travers de cette manifestation que la classe au pouvoir c'est la classe ouvrière qui marche en avant portant haut levé le grand drapeau rouge de notre classe, fidèle au principe du marxisme-léninisme.

Après avoir entendu l'hymne national exécuté par la fanfare, le président du conseil central des syndicats d'Albanie, le camarade Rita Marko au nom du Comité Central du P.T.A., du conseil des ministres et du Conseil Central des Syndicats d'Albanie a salué tous les travailleurs à l'occasion du 1^{er} Mai, Journée

exiger en particulier l'abrogation des « accords de coopération franco-malgache ». La police assassinait des dizaines de manifestants.

La grève générale éclatait et ouvriers, employés, étudiants engageaient la lutte coude à coude.

Et à la violence de la réaction allait s'opposer la violence des masses.

Le déferlement populaire emportait tout sur son passage. Tsiranana devait libérer de nombreux emprisonnés et le ministre de l'Education nationale devait déguerpir.

A l'heure actuelle, il est difficile de dire quelle sera l'issue immédiate de la lutte du peuple malgache, mais ce qui est sûr c'est que désormais, quelles que puissent être les manœuvres de la réaction, rien ne sera plus comme avant à Madagascar et que le peuple malgache aura accompli un pas de géant vers sa libération.

Il revient aux marxistes-léninistes et au peuple de France de se tenir fermement aux côtés du peuple frère malgache, prêts à se dresser contre toute tentative d'intervention militaire de la part de l'impérialisme français. Ce sont là des devoirs sacrés.

A BAS L'IMPERIALISME FRANÇAIS !

VIVE LA LUTTE DU PEUPLE MALGACHE !

Le 24 avril, tous les écoliers se mettaient en grève, par dizaines de milliers ils prenaient la rue pour

internationale des travailleurs.

Le camarade Rita Marko après s'être adressé aux travailleurs de la capitale et de toute l'Albanie a déclaré :

« Camarades, des millions d'ouvriers dans le monde entier fêtent le 1^{er} Mai sur les barricades de la lutte de classe qui a pris maintenant de grandes proportions et s'est notablement durcie. Les forces révolutionnaires augmentent. La grande Chine Populaire, guidée par le Parti communiste et le grand marxiste-léniniste qu'est le président Mao Tsé toung, passe de victoire en victoire. L'héroïque peuple vietnamien et tous les peuples d'Indochine portent de rudes coups aux impérialistes américains et à leurs laquais. Les peuples arabes, en premier lieu le peuple palestinien frère, luttent avec détermination contre les agresseurs impérialistes-sionistes et s'opposent aux complots impérialistes-révisionnistes qu'ils trament à leurs dépens. On voit s'étendre la lutte armée de libération et anti-impérialiste des autres peuples d'Afrique et d'Amérique latine.

Sous les coups de la lutte de classe et des insurrections de libération des peuples, les impérialistes et les révisionnistes, ces ennemis de l'humanité, sont plongés dans une crise grave. La révolution suit une courbe ascendante.

En ce jour de notre fête commune, nous adressons notre ardent salut à la classe ouvrière et à tout le grand peuple chinois avec lesquels nous sommes liés par une invincible amitié. Nous adressons notre salut et nos vœux de victoire rapide aux peuples vietnamien, laotien et cambodgien frères, aux peuples arabes, aux vaillants combattants de Palestine et tous les ouvriers et peuples révolutionnaires d'Asie, Afrique, Europe et Amérique latine. Convaincus de la victoire de leur grande cause, nous les assurons de notre entière solidarité. »

Puis le camarade Rita Marko s'est de

FRANÇOIS MARTY TOUJOURS PARMIS NOUS

L'exemple de François MARTY, ressemble à celui de YUKONG, ce vieux paysan chinois qui entreprit de raser un montagne.

François MARTY, notre camarade, fut un combattant de l'internationale communiste. En 1926, il adhéra au Parti Communiste Français et, luttant sans cesse pour les intérêts de la classe ouvrière, contre l'exploitation capitaliste.

Pendant l'occupation nazie, il combattit dans les rangs des Francs-Tireurs et Partisans sous le pseudonyme de commandant BOURGAT, dirigea et participa à la libération de Carcassonne et d'autres régions. Pendant ce temps, Marchais, aujourd'hui chef de file de la clique révisionniste en France, participait au travail volontaire en Allemagne nazie.

En juillet 1964, notre camarade François MARTY fut l'un des dix fondateurs de la Fédération des Cercles marxistes-léninistes qui devaient donner naissance le 31 décembre 1967 au Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France. Il joua un rôle important dans la lutte anti-révisionniste et pour le triomphe de la cause du marxisme-léninisme.

En commémoration de ce premier anniversaire, nous publions quelques extraits d'un éditorial de « l'Humanité-nouvelle », numéro 53 en date du 11 mai 1967, signé François Marty, secrétaire du M.C.F. sous le titre : « En avant vers la constitution prochaine du Parti Communiste de France. »

Conformément à l'article 19 des Statuts du Mouvement Communiste Français (marxiste-léniniste), notre Comité Central a décidé à l'unanimité, au cours de sa session des 22 et 23 avril à Paris, de convoquer avant la fin de l'année le Congrès constitutif du Parti communiste authentiquement révolutionnaire pour remplacer le P.C.F. qui n'a plus de communiste que le nom.

Quels que soient ses mérites passés, ce dernier n'est plus en effet

qu'un instrument de la bourgeoisie française pour prolonger au maximum l'exploitation de la classe ouvrière et des travailleurs de France.

Reconstruire un véritable parti communiste marxiste-léniniste fut notre objectif exprimé publiquement dès la parution du premier numéro de « l'Humanité nouvelle », en février 1965. Et si en juin 1966 à Landry nous avons créé le Mouvement Communiste Français (marxiste-léniniste) comme étape de transition,

c'est que nous étions conscients des difficultés particulières dressées sur notre route, qui tenaient aussi bien à la réalité économique et sociale de la France, qu'à l'existence d'un Parti révisionniste solidement implanté et organisé, dirigé par des politiciens expérimentés, d'autant plus efficaces dans leur besogne de mystification que leur passé révolutionnaire est indiscutable pour nombre d'entre eux...

Les faits d'aujourd'hui prouvent par exemple qu'il avait raison de conseiller à la classe ouvrière française de rejeter ses illusions électoralistes et de ne compter que sur la lutte directe pour faire face à l'offensive des monopoles spoliateurs...

La situation économique de la France se détériore graduellement et ce sont les travailleurs qui en font les frais.

La concurrence entre monopoles capitalistes, aussi bien à l'intérieur du Marché Commun européen qu'à l'extérieur, accélère la concentration dans tous les domaines. Dans l'industrie elle se solde par l'augmentation inexorable du chômage total ou partiel, les limitations de l'emploi dont sont victimes en premier lieu les jeunes, la résistance patronale à toute augmentation sérieuse des salaires. Et voici que le gouvernement De Gaulle-Pompidou demande les pleins pouvoirs pour poursuivre méthodiquement une politique anti-sociale et de soutien aux monopoles. Aussi les batailles ouvrières deviennent plus âpres, plus longues et plus dures, en opposition flagrante avec la tactique des bons syndicaux réformistes et capitulards partisans des grèves limitées à 24 heures ou moins et de la négociation à tout prix.

Dans le commerce la concentration élimine rapidement toutes les petites boutiques. Dans l'agriculture, les gros propriétaires fonciers, les sociétés capitalistes, françaises ou étrangères, absorbent les petites exploitations à un rythme de plus en plus accéléré.

Allant encore plus loin dans l'abandon de tous les principes léninistes, Waldeck-Rochet assure qu'en cas de prise du pouvoir dans ces conditions, la minorité, c'est-à-dire les partisans des exploités contre-révolutionnaires, garderait tous ses droits en vue de la revanche. Que peut devenir sur tout cela la conception léniniste de la dictature du prolétariat ?...

A ces reniements succèdent et succéderont d'autres reniements et compromissions...

Toujours des banderoles, des mots d'ordre : « Vive l'alliance de la Classe Ouvrière avec la paysannerie coopérée » ; des chants et des acclamations prolongées, ce sont les élèves et étudiants, ils entonnent la chanson : « La pioche dans une main et le fusil dans l'autre. »

Passant devant la tribune les travailleurs saluent les héroïques peuples d'Indochine, le peuple palestinien, tous les peuples révolutionnaires du monde qui luttent pour la liberté et l'indépendance, ainsi que contre l'exploitation capitaliste et toutes les nouvelles forces marxistes-léninistes qui luttent fermement contre l'impérialisme et le révisionnisme pour le triomphe de la cause du marxisme-léninisme. Sur une grande banderole on peut lire : « LE MARXISME-LÉNINISME ET LES FORCES RÉVOLUTIONNAIRES TRIOMPHERONT DE L'IMPERIALISME, DU RÉVISIONNISME ET DE LA RÉACTION INTERNATIONALE. »

La manifestation se termine par le chant qui nous est cher, l'Internationale.



Le commandant Bourgat (dernier pseudonyme de François Marty, qui milita aussi dans la Résistance sous le surnom de Quintà) défile à la tête des combattants F.T.P. après la libération de Carcassonne.

des travailleurs par les monopoles pour de longues années. De l'autre les partisans de la voie léniniste et révolutionnaire, de la voie de la Révolution d'Octobre dont nous célébrerons cette année le 50^e anniversaire...

En prenant sa décision historique notre Comité Central était parfaitement conscient de notre responsabilité qui déborde largement le cadre de notre pays.

Maintenant c'est l'ensemble de notre Mouvement, de la base au sommet, ce sont tous les marxistes-léninistes de France, où qu'ils se trouvent, qui doivent prendre conscience du fait que l'heure est venue de la relève du vieux Parti enlisé dans le réformisme et le révisionnisme.

En avant donc, résolument, vers la constitution, avant la fin de cette année, du Parti Communiste de France, avant-garde révolutionnaire des travailleurs de notre pays.

François MARTY,
Secrétaire du M.C.F.

Nous espérons être en mesure de rééditer prochainement

REVISIONNISME
GAUCHISME
OU
MARXISME-LÉNINISME

par
François MARTY

(Actuellement épuisé)



Monya Jaona, dirigeant du MONIMA emprisonné depuis plus d'un an.

diplômes sont les mêmes qu'en France et la langue officielle en est le français. Comme si le peuple malgache n'avait pas sa propre histoire, sa propre culture et sa langue à lui. L'impérialisme français cherche ainsi à détruire les sentiments nationaux du peuple malgache, à former de fidèles serviteurs.

Ecoutez les radios révolutionnaires

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h
16 h
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h
21 h
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.



S. N. C. F. : Non à la grève soupeuse ! classe contre classe !

Les fédérations syndicales proposent une « action limitée » vers les 23, 26 mai aux cheminots roulants. C'est aux syndicats locaux de se prononcer localement sur les formes d'action.

Donc, une nouvelle fois, les fédérations refusent de prendre leurs responsabilités. Une nouvelle fois les syndicats locaux auront tout le poids de la grève sur les épaules. En plus cette action, telle qu'elle est proposée par les fédérations, ressemble à un « baroud d'honneur » ; on attend la mise en place des nouveaux services pour engager l'action; bel esprit de responsabilité !

POUR ENGAGER L'ACTION !

L'action des roulants doit s'engager sur les compressions de personnel (suppression des aides-conducteurs sur les remorques et les navettes).

Le problème justifie l'action à mener, et nous y sommes favorables, mais nous disons tout de suite que cette action ne pourra être menée avec succès que si elle se fait avec l'accord de la masse des cheminots.

LUTTONS CLASSE CONTRE CLASSE !

Tous les cheminots conscients le savent : cette grève ne peut être un succès que si elle est illimitée et menée avec décision :

- Occupation des locaux ;
 - Piquets de grève massifs ;
 - Séquestration des cadres répressifs (en cas de manœuvre des jaunes pour saboter notre grève).
- Cette action ne peut être victorieuse que si elle est menée selon le principe TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS !

Le problème des compressions d'effectifs ne concerne pas seulement les roulants de la Traction. Il concerne tous les cheminots de tous les services : ils ont donc les mêmes raisons de passer à l'action.

La direction S.N.C.F. se sert du

prétexte de la modernisation pour accélérer les compressions dans tous les chantiers et à tous les niveaux.

Il ne faut pas faire de cette grève une grève catégorielle qui serait négative dans les circonstances actuelles.

TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS !

Cette action doit être menée par tous les cheminots sans distinction de service pour :

- L'abolition du Rbb roulant ;
 - L'arrêt des compressions d'effectifs en général dans la corporation ;
 - Les 40 heures tout de suite (sans diminution de salaire, meilleur moyen de combattre la politique de compression de la direction).
- Profitions du moment pour exiger :
- Pas de salaires inférieurs à 1 200 F par mois ;
 - Augmentation uniforme des salaires ;
 - Intégration de l'indemnité de résidence dans le traitement ;
 - Suppression des abattements de zones, etc.

Cette lutte doit être menée en continuant l'esprit de nos aînés de 1936 et 1947 : CLASSE CONTRE CLASSE.

Pas de cadeaux au pouvoir capitaliste.

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

Formons des comités de grève composés de délégués combattifs, de syndiqués ou non syndiqués qui ont la confiance de leurs camarades.

Nos camarades du comité de grève seront élus en assemblée générale et révocables à tout moment, comme cela s'est fait lors des grèves victorieuses de Girosteel au Bourget, au Joint Français de Saint-Brieuc.

1° Toute décision concernant la grève serait prise par l'assemblée générale des grévistes.

2° Pas de négociation avec la direction sans la présence de membres du comité de grève syndiqués et non syndiqués.

3° Liaisons de comité de grève à comité de grève entre établissements, indépendamment des syndicats.

4° Popularisation et collectes auprès de la population.

NOUS NE SOMMES PAS ANTI-SYNDICALISTES MAIS POUR UN SYNDICALISME DE LUTTE DE CLASSE.

Les cheminots, délégués de base combattifs, ou simples syndiqués doivent prendre position dans leurs syndicats pour étendre la grève à tous les services ; pour imposer les revendications de la base.

NE PARTONS PAS EN ORDRE DISPERSE. UNISSONS NOS EFFORTS ; c'est à ce prix que nous obtiendrons satisfaction. L'intérêt de chacun c'est l'intérêt de tous.

Les travailleurs du Joint Français, de Penarroya, de Girosteel nous ont montré le chemin. Il faut mettre le capital à genoux. Si nous commençons une action, menons-la jusqu'au bout.

Les formes d'action et les revendications que nous proposons dans ce tract sont le fruit de discussions avec nos camarades de travail à la base.

C'est à la base des cheminots de décider si c'est le moment de lancer un mouvement d'envergure.

De toutes façons, la majorité des cheminots sait que l'action, telle qu'elle est lancée par les syndicats, est condamnée à l'échec ; pendant la grève de juin 71, les cheminots avaient rejeté massivement ce genre d'action.

VIVE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE !

TOUS ENSEMBLE ET EN MEME TEMPS !

UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

Les cheminots marxistes-léninistes de l'« Humanité-Rouge ».

Fonction publique Pas d'heures supplémentaires !

Les petits fonctionnaires et agents de l'Etat ont toutes les raisons, au même titre que la classe ouvrière et les autres travailleurs, d'être mécontents de ce système d'exploitation et de misère. Nous sommes nous aussi durement touchés dans notre pouvoir d'achat (voir « H.R. » n° 136). Aussi, nombreux sont ceux, surtout parmi les jeunes et les plus basses catégories, qui font des heures supplémentaires, travaillant même le samedi pour s'assurer une vie convenable et quelques loisirs. Mais aussi, de nombreux fonctionnaires sont conscients que là n'est pas la solution, et refusent de travailler une seule heure de plus que les quarante heures par semaine.

Faire des heures supplémentaires, c'est :

— Donner beau jeu à l'administration pour ne pas augmenter nos salaires. Actuellement, le minimum net de rémunération est de 893,84 F dans la zone 0 (région parisienne) et 843,84 F dans la zone de plus fort abatement. Nous sommes loin des 1 200 F exigés par les marxistes-léninistes !

— Empêcher le recrutement de personnel qui seul permettrait de mettre fin au travail exténuant dans certains services et à l'accroissement des responsabilités sur notre dos ;

— Accentuer notre division au seul profit de l'Etat-patron.

Les dirigeants syndicaux révisionnistes et réformistes se font les complices de ce système en déclarant aux nouveaux embauchés : « Vous savez que VOUS AVEZ DROIT de faire des heures supplémentaires ? » Merci du renseignement, messieurs les Bonzes !

Que les jeunes fonctionnaires qui travaillent neuf heures par jour réfléchissent plutôt à cette réflexion d'un chef de service : « Heureusement qu'il y a des pigeons qui travaillent le samedi, sinon je ne sais pas comment on s'en sortirait ! »

La preuve est faite : les heures supplémentaires, si elles mettent du beurre dans les épiniards, arrangent surtout les directions de ministères, c'est-à-dire l'Etat.

La solution véritable pour nous autres travailleurs, c'est le renversement violent de l'Etat capitaliste.

Travailleurs de la fonction publique, sous la direction de la classe ouvrière et de son avant-garde organisée dans le Parti révolutionnaire prolétarien, nous mettrons fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Non aux heures supplémentaires ! Pour nos revendications, luttons jusqu'au bout !

A bas l'Etat bourgeois, notre exploitateur !

Vive la révolution prolétarienne !
Un Fonctionnaire marxiste-léniniste.

Solidarité prolétarienne internationale aux 7 camarades allemands traduits en justice

Article paru dans *Roter Morgen*, organe central du Parti Communiste marxiste-léniniste allemand (KPD/ML) (N° 8 du 10 avril 1972, page 8).

Très bientôt va avoir lieu le procès dit « Hugo Lanz » où sept de nos camarades sont accusés de vol à main armée ; s'ils sont effectivement condamnés leur peine sera d'au moins cinq ans de prison.

Les faits : Hugo Lanz est le premier agent qui ait réussi à faire comparaître en justice des camarades ; en février 1971 il fut exclu du KPD/ML pour détournements : responsable de l'écoulement de littérature il avait escamoté au moins 10.000 D.M. (1,5 million A.F.). Sept de nos camarades étant allés chez lui sur rendez-vous pour récupérer le matériel du Parti tombèrent dans une souricière et furent accusés de vol et extorsion ; comme preuve, Hugo Lanz livra à la police tout ce qu'il savait sur l'organisation du Parti !

A la presse il dénonça le KPD/ML comme une « criminelle association de gangsters politiques » !

Les juges allemands : ils jugent le peuple jusqu'à temps que le peuple les juge !

Aujourd'hui en République Fédérale tous les vrais et les faux anarchistes sont poursuivis comme criminels de droit commun ; mais si la classe bourgeoise serre ainsi les mailles, c'est pour mieux jeter le filet sur les communistes. Jusqu'à

présent elle n'avait pas eu de chance ; elle aurait bien aimé pourtant rendre responsable la Garde Rouge (1) de l'attaque de la banque de Munich il y a six mois ; mais le lien entre cette attaque et la Garde Rouge étant si inexistant tout comme les scrupules de la police à abattre le bandit et son otage que la bourgeoisie n'a pu se le permettre.

La bourgeoisie a toujours essayé de détruire le Parti Communiste en employant l'alibi de la criminalité ; avant l'interdiction en 1956 du KPD (2) ce furent 400.000 personnes (plus de 100.000 procès) victimes de la justice de classe, de ses mensonges et de ses intrigues.

Le procès en cours est le premier contre le KPD/ML mais ce ne sera pas le dernier, soyons-en sûrs !

Plus nous fermerons les yeux devant cela, plus nous nous le cachons, plus nous nous dupérons nous-mêmes et plus l'ennemi de classe l'aura belle. Et celui-ci prend la chose au sérieux ; mais nous aussi nous le prenons au sérieux, messieurs les ministres, juges et policiers !

Le Communisme ne se laisse ni interdire ni enfermer dans des cahots !

Pensez à la vieille Russie : sous le joug tsariste les prisons étaient archicomblées : 8 prisonniers politiques dans des trous de 9 m² ; le guide du peuple russe Lénine ne fut libre que la moitié de sa vie ; Sta-

line fut exilé et banni par huit fois ! La combativité du peuple russe n'en fut que centuplée et la révolution d'Octobre conduisit à la victoire le peuple avec, à sa tête, son Parti Communiste !

« Provocation de troubles, échec, nouvelle provocation, nouvel échec, et cela jusqu'à leur ruine — telle est la logique des impérialistes et de tous les réactionnaires du monde à l'égard de la cause du peuple ; et jamais ils n'iront contre cette logique. C'est là une loi marxiste.

Lutte, échec, nouvelle lutte, nouvel échec, nouvelle lutte encore, et cela jusqu'à la victoire — telle est la logique du peuple, et, lui non plus, il n'ira jamais contre cette logique. C'est encore une loi marxiste. » Mao Tsé-toung.

Les frais de justice s'élèvent à des milliers de D.M. Soutenons financièrement nos camarades marxistes-léninistes allemands !

Leur combat est le nôtre ! Leur but est le nôtre : la disparition de l'impérialisme et du capital monopoleur ;

Vive la dictature du prolétariat international !

Compte Chèque Postal : E. AUST, 2 HAMBURG, Nr. 262767 « Münchener Kommunisten-Prozess ».

(1) Rote Garde : organisation des jeunes communistes M.-L.

(2) K.P.D. : Parti communiste allemand interdit en 1956 revenu à la légalité comme D.K.P. (révisionniste).

A CITROEN CLICHY, LE CAPITAL TUE !

Mohamed Bizmouni, OS marocain, père de trois enfants, est mort le 29 avril, broyé dans sa machine dont la sécurité ne fonctionnait plus depuis trois mois.

Arsène Menil, français, régleur, est mort le 9 mai, happé par la courroie du moteur qui entraîne la chaîne qui n'avait pas été arrêtée pendant qu'il la réparait. De plus, il y a une moyenne de six accidents graves et de mille entrées à l'infirmerie par mois.

Chez Citroën, la seule loi, c'est celle du profit. Le maintien de l'ordre avec de telles cadences c'est le travail du syndicat fasciste, la C.F.T., armé de barres de fer et qui s'entraîne au tir aux frais du patron.

La riposte ouvrière ne se fit pas attendre : mercredi 17 mai, une manifestation locale organisée par les ouvriers de Clichy, rassemblant quelques 200 personnes, se rendit jusqu'à Citroën aux cris de « C.F.T. fasciste. A bas les milices patronales ! » « Travailleurs français, travailleurs immigrés, même patron, même combat ! ».

LA COMMUNE EST PROCLAMÉE...

Il y aura cent un ans le 28 mai, la dernière barricade de la Commune tombait. Le vain sanglant Thiers allait déchaîner une répression barbare, la « semaine sanglante » s'ouvrirait. La bourgeoisie croyait ainsi enterrer le socialisme à jamais. Cent un ans plus tard, la Commune est plus vivante que jamais, présente au cœur des peuples, vivante dans leurs luttes. Nous publions ici un extrait de l'ouvrage de Prosper-Olivier Lissagaray, communard et historien, « Histoire de la Commune de 1871 », décrivant la proclamation de la Commune.]

Le 27, M. Thiers disait à la tribune : « Non, la France ne laissera pas triompher dans son sein les misérables qui voudraient la couvrir de sang. »

Le lendemain, deux cent mille misérables vinrent à l'Hôtel-de-Ville installer leurs élus. Les bataillons, tambour battant, le drapeau surmonté du bonnet phrygien, la frange rouge au fusil, grossis de lignards, d'artilleurs et de marins fidèles à Paris, descendirent par toutes les rues sur la place de Grève, comme les affluents d'un fleuve gigantesque. Au milieu de l'Hôtel-de-Ville, contre la porte centrale, une grande estrade est dressée. Le buste de la République, l'écharpe rouge en sautoir, rayonnant de rouges faisceaux,

plane et protégé. D'immenses banderoles au fronton, au beffroi, claquent pour envoyer le salut à la France. Cent bataillons rangent devant l'Hôtel-de-Ville leurs baïonnettes que le soleil égaie. Ceux qui n'ont pu pénétrer s'allongent sur les quais, rue de Rivoli, boulevard de Sébastopol. Les drapeaux groupés devant l'estrade, la plupart rouges, quelques-uns tricolores, tous cravatés de rouge, symbolisent tous l'avènement du peuple. Pendant que les bataillons se rangent, les chants éclatent, les musiques sonnent la *Marseillaise* et le *Chant du Départ*, les clairons lancent la charge, le canon de la Commune de 92 tonnes sur le quai.

Le bruit s'arrête, on écoute. Les

membres du Comité Central et de la Commune, l'écharpe rouge en sautoir, viennent d'apparaître sur l'estrade. Ranvier : « Le Comité Central remet ses pouvoirs à la Commune. Citoyens, j'ai le cœur trop plein de joie pour prononcer un discours. Permettez-moi seulement de glorifier le peuple de Paris pour le grand exemple qu'il vient de donner au monde. » Un membre du Comité Central, Boursier, le frère du petit tué rue Tiquetonne, en 52 : « L'enfant avait reçu deux balles dans la tête », proclame les élus. Les tambours battent au champ. Les musiques, deux cent mille voix reprennent la *Marseillaise*, ne veulent pas d'autre discours. A peine si Ranvier, dans une éclaircie, peut jeter : « Au nom du peuple, la Commune est proclamée ! »

Un seul cri répond, fait de toute la vie de deux cent mille poitrines : « Vive la Commune ! » Les képis dansent au bout des baïonnettes, les drapeaux ouettent l'air. Aux fenêtres, sur les toits, des milliers de mains agitent des mouchoirs. Les coups précipités des canons, les musiques, les clairons, les tambours, se fondent dans une formidable com-

munion. Les cœurs sautent, les yeux brillent de larmes. Jamais, depuis la Fédération de 1790, les entrailles de Paris ne furent aussi fortement secouées ; les pires gens de lettres qui écrivirent la scène eurent un instant de foi.

Le défilé fut mené très habilement par Brunel qui sut faire entrer les bataillons du dehors brûlant d'acclamer la Commune. Devant le buste de la République, les drapeaux s'inclinaient, les officiers saluaient du sabre, les hommes élevaient leurs fusils. Les dernières files ne s'écoulaient qu'à sept heures.

Les agents de M. Thiers revinrent, consternés : « C'était bien tout Paris ! » Le Comité Central put s'écrier dans un remerciement enthousiaste : « Aujourd'hui, Paris ouvrait à une page blanche le livre de l'histoire et y écrivait son nom puissant... Que les espions de Versailles qui rôdent autour de nous aillent dire à leurs maîtres quelles sont les vibrations qui sortent de la poitrine d'une population tout entière. Que ces espions leur rapportent l'image de ce spectacle grandiose d'un peuple reprenant sa souveraineté. »

trotskysme ancien ou moderne, même idéologie bourgeoise (3)

Un ennemi de l'unité ouvrière

Les trotskystes contre la solidarité ouvrière

L'usine où nous travaillons appartient au même trust que le Joint Français : la C.G.E. La section syndicale y est tenue par des trotskystes. Dans le bulletin bimensuel de ces Messieurs, diffusé de l'extérieur, nous avons pu lire deux fois de suite : « Vive la lutte du Joint ! Organisons le soutien financier aux travailleurs en grève ! » Voilà qui est bien ! Mais voilà, les actes ne correspondaient pas tellement aux paroles. Il y a entre eux toute la distance entre l'idéologie trotskyste et l'idéologie prolétarienne : un précipice, quoi !

Voici les faits : la lutte du Joint se passe au moment où revient sur le tapis le procès (que le syndicat a gagné contre la direction en cour d'appel) d'un militant trotskyste, licencié illégalement il y a un an. Or, il faut 400 francs au syndicat pour continuer la procédure en justice. Il est juste de faire appel aux ouvriers pour ce soutien financier, car ils se souviennent très bien de cette affai-

re. Notre position est la suivante : cotisons-nous dans le syndicat (400 francs ce n'est pas le bout du monde) et remettons à plus tard cette collecte auprès des ouvriers ; par contre organisons immédiatement le soutien financier au Joint. C'est le principe de la solidarité ouvrière qui est en cause ; c'est éveiller concrètement la conscience de la lutte contre l'ennemi commun (la C.G.E.) et des luttes comme celle-ci, il n'y en a pas tous les jours. Mais nous sommes en minorité. C'est leur point de vue localiste qui l'emporte, argumenté par : « le niveau politique de la boîte est bas » (ne faut-il pas contribuer à l'élever ?), « le Joint, c'est à Saint-Brieuc, tandis que le camarade licencié faisait partie de notre usine ». « De toute façon, au Joint, ils sont en grève depuis 6 semaines » (qu'est-ce que cela veut dire ?)

Deux semaines passent. Toujours rien pour le Joint. Par contre la collecte pour le gars vidé illégalement

a été organisée. Nous apprenons par tract qu'elle a rapporté 1 320 F ; 400 F seront donc versés pour le procès et le reste ira... au Joint Français ? Vous rêvez, Camarades. Il servira « de fonds juridiques pour l'avenir » !

Après notre intervention pour dénoncer cette trahison de la solidarité ouvrière, ils refusent toujours et encore de verser au moins la moitié au Joint, prétextant que les ouvriers n'apprécieraient nullement de savoir que l'argent donné pour une cause précise soit utilisé à d'autres fins... Mais, ce qu'ils oublient de dire, c'est qu'ils n'ont même pas demandé aux ouvriers leur avis là-dessus.

Enfin la collecte s'organise alors que le Joint en est à sa huitième semaine de grève. Mais ils ne se sentent pas gênés pour autant. Ils doivent estimer, en bons bureaucrates, qu'ils ont fait leur devoir. Tout ça c'est la faute aux ouvriers qui ne sont pas assez avancés. Ben voyons !
Correspondant H.R.

D'autre part, ils affirment qu'adhérer à la C.F.D.T. serait donner des illusions aux travailleurs sur cette centrale syndicale, mais ils participent au rassemblement des syndicats F.O.-chimie, qui veulent rester F.O. et y reçoivent les félicitations personnelles de Bergeron et d'un délégué de l'A.F.L.C.I.O., la centrale « jaune » américaine.

De tout cela, il ressort que les trotskystes placent au-dessus de tout l'esprit de chapelle : ils sont bien installés au poste de commande d'une section syndicale et s'y cramponnent en évitant soigneusement d'aller là où ils pourraient rencontrer la contradiction, la bataille entre conceptions différentes, c'est-à-dire la lutte de classe.

Leur conception syndicale va à l'encontre d'un syndicalisme de masse : ils préfèrent une mini-section où il n'y a qu'eux et quelques sympathisants à une section plus importante mais où ils devraient batailler pour imposer leurs positions.

Les trotskystes ont peur des masses, s'ils refusent de porter le débat à ce niveau-là, c'est parce qu'ils n'ont aucun argument sérieux à présenter aux travailleurs et que leur attitude apparaîtrait pour ce qu'elle est au fond : des petits bureaucrates attachés à leurs postes de « responsables ».

A PROPOS DU PROJET D'UNIFICATION ENTRE LES FÉDÉRATIONS CHIMIE C. F. D. T. ET F. O.

Le 23 janvier dernier, les responsables de ces deux fédérations syndicales se sont rencontrés et ont adopté un protocole d'accord qu'ils soumettent à leurs adhérents de base. Ce projet, s'il aboutissait, donnerait naissance à une nouvelle Fédé-chimie rattachée à la C.F.D.T. Nous reviendrons sur cette question dans un autre article mais déjà nous voulons donner quelques éléments sur les réactions que suscite cette initiative.

Dans notre usine, la section F.O., dirigée par des trotskystes de « Lutte Ouvrière », a fait savoir qu'elle ne suivrait pas le dirigeant de sa fédération. La seule raison invoquée publiquement est que la section n'a rien à voir avec ce dirigeant et qu'elle ne peut approuver une telle initiative parachutée du som-

met. La section C.F.D.T., composée de militants ayant des conceptions syndicales différentes mais dont la pratique dans l'usine est pour l'essentiel juste à notre point de vue, approuve cette initiative surtout en fonction de ce qu'elle permettrait sur le plan local.

En effet, les deux sections C.F.D.T. et F.O. ont des conceptions identiques à l'heure actuelle pour les revendications : augmentation uniforme des salaires (point de vue auquel vient de se rallier la C.G.T. sous la pression de sa base ouvrière, après de longues polémiques !), et pour les formes d'actions : non aux débrayages soupapes, grèves longues, occupation des locaux, séquestration des patrons, comité de grève élu par les grévistes, etc. Les deux sections ensem-

ble ont une influence dans l'usine qui dépasse largement celle de la C.G.T. et souvent les travailleurs ne comprennent pas pourquoi l'unité n'est pas plus souvent possible entre les deux.

La C.F.D.T., plus forte et environ trois fois plus influente que F.O., a proposé une assemblée de travailleurs syndiqués et non syndiqués sur le temps de travail pour discuter de ce projet d'unification.

Les trotskystes ont refusé en disant que c'était de la démagogie car, bien entendu, cette assemblée exprimerait un avis favorable à l'unification ; pour des gens qui ont toujours les mots « démocratie ouvrière », « c'est aux travailleurs de décider » à la bouche, voilà une attitude bien étrange.

CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ TOUNG

L'exemplaire : 1,40 F

(disponible en 15 langues)

(par notre intermédiaire)

(ajouter 15 % de port
à toute commande)

La lutte anti-guerre des soldats américains

De plus en plus nombreux sont les soldats américains qui ont commencé à réaliser le caractère injuste et agressif de la guerre au Vietnam et refusent de servir de chair à canon dans l'intérêt du capital monopolisateur. Des désertions se sont donc multipliées. Selon des statistiques officielles américaines délibérément minimisées, l'année dernière, sur 1 000 soldats américains, 148 étaient « absents sans permission ». Durant les dix premiers mois de l'année fiscale de 1971, il y avait en tout 68 449 déserteurs, soit l'équivalent de quatre divisions de combat et demie. L'armée américaine a admis que la plupart de ces « absents sans permission » ont quitté leurs postes après avoir reçu l'ordre de se rendre au Vietnam.

Le refus d'exécuter les ordres de combat et l'assassinat d'officiers américains par leurs hommes sont devenus monnaie courante. Auparavant cette année, il est révélé dans un compte rendu du « Saturday Review » des Etats-Unis que depuis le début de 1970, 45 officiers américains ont été tués au Vietnam par leurs hommes à coup de grenades. 363 attentats semblables, a ajouté l'auteur, ont eu lieu dans la même

période selon des informations. Un correspondant de « Defense », pro-Pentagone, a admis que si, dans le passé, pareils incidents pouvaient refléter le mécontentement d'un soldat particulier, la nouvelle de mort d'officiers provoquera aujourd'hui des acclamations au cinéma ou au bivouac de certaines unités ».

A la mi-octobre 1971, 15 soldats de la compagnie « Bravo » du premier bataillon du premier régiment aérien de cavalerie ont refusé de patrouiller. Un d'entre eux a dit à son commandant : « Je ne veux pas patrouiller ». Une semaine après, 20 soldats de la compagnie « Delta » ont refusé aussi de patrouiller.

Un nombre croissant de soldats américains expriment leur opposition à la guerre d'agression au Vietnam. Depuis septembre dernier, 1 000 marins à bord du porte-avions « USS coral sea » devaient être envoyés au golfe de Bac Bo, Nord-Vietnam, et 1 000 fantassins, marins et aviateurs américains, ainsi que 50 médecins déjà au Vietnam ont déclaré publiquement leur opposition à la guerre d'agression.

La lutte anti-guerre des soldats américains a porté un coup sévère à la politique d'agression et de



Des GI's refusent de servir plus longtemps de chair à canon dans une guerre injuste, ils brandissent le drapeau du F.L.N., et appellent à le rejoindre.

guerre américaine et a causé une vive anxiété parmi les milieux dominants.

En face du croissant mouvement anti-guerre des soldats, le gouvernement américain cherche toujours à les calmer par un stimulant matériel ou à les réprimer par recours à des arrestations et des condamnations à la réclusion à long terme, même à la prison perpétuelle. Mais aucune

mesure ne peut les soumettre. Les militants anti-guerre ont déclaré qu'ils combattront la guerre tant que le gouvernement américain continue sa guerre d'agression. Défiant un jugement éventuel de la cour martiale, un officier américain a déclaré : « Ils ne peuvent endiguer notre mouvement, même s'ils nous arrêtaient tous ». « Le mouvement se développe toujours », a-t-il ajouté.

TEL EST PRIS QUI CROYAIT PRENDRE

« Il est certain que s'il leur était possible de « régler » le problème indochinois directement à Moscou, par-dessus la tête des peuples concernés, les dirigeants soviétiques n'hésiteraient pas ».

Cette citation, extraite de l'« Humanité-Dimanche » du 23 février 72, a été, bien sûr, légèrement modifiée par nous : Il faut lire « Pékin » au lieu de « Moscou » et « chinois » au lieu de « soviétiques ». Personne ne s'étonnera que l'« Humanité-Dimanche » apprécie de façon diamétralement opposée les deux voyages de Nixon : nous voulions seulement souligner la malhonnêteté des procédés polémiques de ce journal. Il est particulièrement édifiant de relire en ce moment les articles révisionnistes parus à l'occasion du voyage de Nixon à Pékin.

Toute la calomnie révisionniste s'appuie sur des allusions, des racontars, des jugements vagues, des références à des appréciations de journalistes bourgeois, des juxtapositions tendancieuses de titres et des citations trafiquées.

Ainsi on pouvait lire dans le même numéro de l'« Humanité-Dimanche » : « les dirigeants chinois, en recevant Nixon, visent des objectifs bien précis qu'ils ont affirmé à maintes reprises : leur volonté de faire de la Chine une force dominante dans le monde ». En réalité, les dirigeants chinois ont maintes fois affirmé le contraire : « La Chine n'est pas aujourd'hui et ne sera jamais une super-puissance qui soumet les autres à l'agression, à la subversion, au contrôle, à l'intervention et aux vexations » (discours du délégué chinois à l'O.N.U.). Et de

fait pas un seul soldat chinois ne se trouve hors des frontières de la Chine. On se demande si l'U.R.S.S. pourrait en déclarer autant ? Qu'on se rappelle d'ailleurs l'enthousiasme de nombreux petits pays lors de l'entrée de la Chine à l'O.N.U.

L'« Humanité » du 21-2-72 s'appuyait, pour son argumentation, sur les estimations d'un journaliste bourgeois : « L'administration Nixon a semblé respirer plus facilement lorsqu'en décembre 71 puis en 72 la reprise des bombardements américains sur le Nord-Vietnam ne suscita à Pékin qu'une réaction relativement modérée ». Cette citation est d'ailleurs imprimée en caractères gras dans l'« Humanité », sans doute pour en souligner la portée. Qu'on imagine le parti que l'on pourrait tirer aujourd'hui contre l'U.R.S.S. de ce genre de citations dont abondent littéralement les journaux bourgeois (« le Monde » des 10 au 12 mai 72). De même, l'« Humanité » du 24 février démontrait que les Chinois étaient « dérouterés » à l'aide d'une citation du... « New York Times ».

L'« Humanité-Dimanche » du 1^{er} mars citait une phrase du communiqué sino-américain : « Ni l'une ni l'autre partie ne devrait chercher à établir une hégémonie dans la région de l'Asie et du Pacifique » mais, gênée par la netteté de cette phrase, l'« Humanité-Dimanche » ajoutait immédiatement le sous-entendu suivant : « Mais comment accorder à ces mots plus de crédit qu'à ceux qui présentent Nixon comme un adepte des principes de la coexistence pacifique ». Il s'agit là d'un mensonge pur et simple car le gouvernement chinois n'a jamais présenté Nixon comme un adepte de la coexistence pacifique, mais il a mille fois répété que l'impérialisme américain est le fauteur de guerres et qu'il ne changera jamais de nature.

Il n'est pas besoin de commenter longuement la caricature odieuse de Ghertman dans l'« Humanité » du 23-2-72 représentant Nixon qui dégoûte des cerueils vietnamiens avec des baguettes chinoises.

L'« Humanité » du 23-2-72 cite une

agence hongroise qui déclare que « les références à « l'impérialisme américain » ont disparu subitement des dépêches de l'agence Chine Nouvelle. Ce changement est d'autant plus frappant qu'il s'est produit sans période transitoire ». En réalité, le 4 février 72, la Chine condamnait très fermement le « plan de paix » en huit points de Nixon. Dans le communiqué sino-américain, on pouvait lire : « La partie chinoise déclare qu'elle soutient résolument tous les peuples et nations opprimés dans leur lutte pour la liberté et la libération, que le peuple d'un pays, quel qu'il soit, a le droit d'opter, conformément à sa propre volonté pour le système social de son choix, de défendre son indépendance, sa souveraineté et son intégrité territoriale, et de combattre l'agression, l'intervention, la mainmise et la subversion venues de l'extérieur ».

A propos de ce communiqué, l'« Humanité » du 1^{er} mars 72 déclare : « Certes, la partie chinoise y réaffirme son soutien à la lutte des peuples de la péninsule pour la réalisation de leur objectif, ainsi qu'à

la proposition en sept points du G.R.P. En revanche, elle escamote la solution préconisée par le Front patriotique lao et celle du Front national pour le Cambodge ». Cette attaque est vraiment ignoble quand on sait :

1^o Que la Chine, dans ses déclarations et dans les faits, a toujours soutenu, avant et après le voyage de Nixon, les trois peuples indochinois et leurs organisations révolutionnaires dans leur lutte armée contre l'impérialisme américain, jusqu'à la victoire finale.

2^o Que la déclaration du 11 mai de l'U.R.S.S. après l'attaque et le minage de Haiphong ne mentionne pas la lutte des peuples cambodgien et lao.

3^o C'est le principal, l'U.R.S.S. refuse obstinément de reconnaître le Gouvernement royal uni national du Cambodge et accorde une aide au gouvernement réactionnaire de Lon-Nol. Les délégués cambodgiens à l'assemblée mondiale de Versailles avaient sévèrement condamné les Soviétiques pour cela (« le Monde », 15 février 72).

En février dernier, Nixon se rendait à Pékin en vaincu. Par ce voyage même il avouait l'échec complet de la politique de l'impérialisme américain vis-à-vis de la grande Chine Rouge, visant à nier son existence et son prestige croissant auprès des peuples du monde.

C'est à ce moment que la « Vie Ouvrière » n° 1435 du 1-3-72 publiait une caricature ignoble insinuant odieusement que ce voyage se faisait sur le dos du peuple vietnamien. C'était là la SEULE prise de position de l'organe officiel de la C.G.T. sur cet événement. Ses lecteurs n'auront pas eu le droit de connaître le communiqué commun clôturant cette visite, salué par tous les peuples comme une grande victoire de la République Populaire de Chine, inébranlablement fidèle aux principes du marxisme-léninisme.

A l'heure où Nixon se rend à Moscou, à l'heure où les B 52 pilonnent le Vietnam du Nord au Sud, larguant des mines dans la baie d'Haiphong, verrons-nous la « V.O. » publier la même caricature en remplaçant « Pékin » par « Moscou » dans la légende ?

Assurément pas ! car ce qui guide la « V.O. », comme ses maîtres révisionnistes de l'« Humanité »-blanche, c'est sa haine féroce contre la juste ligne politique de la Chine Populaire qui fait apparaître au grand jour leur visage de renégats de la classe ouvrière. C'est pourquoi ses colonnes — comme celles de la grande presse bourgeoise pourrie — sont toujours hospitalières pour toutes les calomnies anti-chinoises, calomnies réduites à néant par les principaux intéressés eux-mêmes :

« Le gouvernement américain affecte de considérer que seule l'Union Soviétique nous fournit des armes. Mais elle n'est pas seule : la Chine nous fournit aussi une aide précieuse ». Pham Van Dong (interview au « Monde » du 16 mai 1972).

« PEUPLES DU MONDE, UNISSEZ-VOUS POUR ABATTRE LES AGRESSEURS AMERICAINS ET LEURS LAQUAIS »
Déclaration du 20 mai 1970 du président Mao
(0,35 F)